



HAL
open science

CATASTROPHES ET INCERTITUDE DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE DU PÉTROLE AU VENEZUELA

Paula Vásquez Lezama

► **To cite this version:**

Paula Vásquez Lezama. CATASTROPHES ET INCERTITUDE DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE DU PÉTROLE AU VENEZUELA : ENQUÊTE ETHNOGRAPHIQUE SUR L'EXPLOSION DE LA RAFFINERIE D'AMUAY. 2016. hal-01297571

HAL Id: hal-01297571

<https://hal.science/hal-01297571>

Submitted on 4 Apr 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



TEPSIS PAPERS
Avril 2016

Paula Vasquez Lezama

CATASTROPHES ET INCERTITUDE DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE DU PÉTROLE AU VENEZUELA

ENQUÊTE ETHNOGRAPHIQUE SUR L'EXPLOSION DE LA RAFFINERIE D'AMUAY

En août 2012, une explosion a lieu dans la raffinerie d'Amuay, dans le nord-ouest du Venezuela. Cet accident sans précédent dans l'industrie pétrolière nationale laisse 48 morts et 156 blessés. En suivant la démarche de l'anthropologie politique où les catastrophes, naturelles ou industrielles, s'inscrivent de manière problématique dans l'histoire nationale, l'objectif de ce travail est d'examiner la relation entre l'industrie pétrolière et la transformation de l'Etat pendant la « révolution bolivarienne » vénézuélienne (1) et les comportements collectifs d'anticipation du risque, ainsi que les représentations sociales de l'incertitude et de l'insécurité.

Paula Vasquez Lezama

CESPRA (CNRS-EHESS)

Mots clés: Venezuela | Amérique latine | Pétrole | Catastrophe industrielle | Politique étrangère

Référence électronique <http://hal.archives-ouvertes.fr/TEPSIS>

Laboratoire d'Excellence
tepsis
Transformation de l'Etat
politisation des sociétés
institution du social

L'ÉCOLE
DES HAUTES
ÉTUDES
EN
SCIENCES
SOCIALES

L'étude inscrit l'explosion et l'incendie d'Amuay dans une reconstitution analytique de la politique pétrolière du gouvernement Hugo Chavez (1999-2013) et de son successeur Nicolas Maduro.

Après sa victoire aux élections législatives du 5 décembre 2015, l'une des premières mesures de la nouvelle majorité fut d'examiner à la loupe les bilans financiers et l'état des installations de la compagnie nationale du pétrole *Petroleos de Venezuela* (PDVSA). Les nouveaux élus mirent en cause la véracité des bilans financiers et des rapports concernant l'état de l'entreprise. L'économie du pays s'enfonça dans l'incertitude et la crise; le modèle de développement du défunt président Hugo Chavez (1998-2013) s'effondra.

Si la chute du prix du baril à partir de 2014 accentua la crise de ce modèle largement dépendant du pétrole, une révision des données économiques montre que la fin du dernier boom pétrolier (2006-2014) n'en est pas la cause principale. Les Vénézuéliens vivent au quotidien des situations inouïes. Lors de l'enquête de terrain menée pendant l'été 2015 dans les villes de Caracas, de Coro et de Punto Fijo (environ 600 km à l'ouest de Caracas), j'ai pu constater la dureté des effets d'une inflation qui frôle 120 %, aggravant la pénurie, celle des produits alimentaires de base et des médicaments. Or, les prédictions pour l'année 2016 ne sont guère meilleures.

En partant des incertitudes des familles de victimes de l'explosion concernant les conditions de sécurité de leur site, jusqu'aux effets multiplicateurs soulignés par la presse internationale, à savoir la chute vertigineuse de la production nationale et la baisse avérée du prix du baril, l'enquête interroge la manière dont s'exprime précisément cette incertitude et ce, à des niveaux multiples. C'est à partir d'une enquête ethnographique « multi-sites » et de l'observation participante dans la zone sinistrée par l'explosion de la raffinerie en 2012 que ces questions sont étudiées.

CRISE DE L'INDUSTRIE PETROLIERE CONTEXTE ET EFFET

Le Venezuela est un ancien producteur de pétrole. Pays fondateur de l'OPEP, la modernité vénézuélienne est intrinsèquement liée à l'exportation d'hydrocarbures et aux effets de leur rente sur tous les domaines de la vie sociale. Devenu président en 1998, Hugo Chavez convoque une Assemblée constituante. Il s'ensuit une refondation de la nation l'année suivante, à partir de quoi le statut de PDVSA se trouve

(1) Cette relation a été analysée dans le livre *Le Chavisme : un militarisme compassionnel*, Paris, Editions de la Fondation de la Maison des sciences de l'homme, 2014.

radicalement modifié. Depuis la nationalisation du pétrole en 1975 jusqu'à la grève générale d'avril 2002, l'entreprise pétrolière nationale avait un statut d'entreprise publique autonome, organisée autour d'une « méritocratie technocratique ». Mais à partir de 2002, elle se trouve entièrement sous la coupe de l'exécutif et devient le bras financier des politiques du gouvernement.

Avant 1998, PDVSA avait un cadre légal qui lui garantissait l'autonomie et lui permettait d'établir des lignes directrices aussi bien en « *up stream* » qu'en « *down stream* », c'est à dire en matière d'exploration et de production comme en matière de distribution. L'entreprise pétrolière nationale était à l'époque une structure puissante et relativement indépendante du gouvernement, qualifiée parfois d'un Etat dans l'Etat (2). Le modèle de développement entre 1958 et 1998 était fondé sur l'idée dite de « semer le pétrole », c'est-à-dire d'investir la rente dans d'autres domaines et de diversifier ainsi l'économie - un Etat rentier, un « Etat magique », pour reprendre la formule de l'anthropologue Fernando Coronil (3). Mais la « révolution bolivarienne » signe la fin du réinvestissement de la rente dans d'autres secteurs de l'économie, qui autorisait une distribution directe parmi les plus démunis. La conséquence en est l'affirmation accrue de la dépendance de l'Etat des revenus pétroliers.

Or, depuis 2002, la production pétrolière vénézuélienne est en déclin : son niveau d'exploitation est aujourd'hui au plus bas depuis les quinze dernières années. Si au début du premier gouvernement d'Hugo Chavez, la compagnie PDVSA produisait 3,5 millions de barils de pétrole par jour, en 2013, elle n'en produit plus que 2,6 millions. En revanche, entre 1998 et 2014, le nombre d'employés a été quasiment multiplié par trois, passant de 42 000 à 111 000. L'augmentation du nombre d'employés de PDVSA relève en effet d'une politique de ressources humaines clientéliste qui délaisse la maintenance, en particulier dans les raffineries.

La politique conçue et mise en œuvre par le président Hugo Chavez est actuellement remise en cause, notamment en raison de la situation actuelle de PDVSA, si on pense à ses alliances avec Cuba (4) et la Chine (5). Concernant l'avenir des accords d'exportation pétrolière avec Cuba, mais aussi avec Haïti et le Nicaragua, le contexte géopolitique, pur produit de la diplomatie pétrolière « chaviste », plonge la région dans l'incertitude. Le pétrole étant le moteur de toute une série d'initiatives nationales et régionales, ces accords, dans l'état actuel de l'industrie, de l'économie nationale et du prix du baril, sont en effet intenable.

(2) Baptista, Asdrubal et Bernardo Mommer, *El petróleo en el pensamiento económico venezolano*, Caracas, Ediciones IESA, 1992.

(3) Coronil, Fernando, *The Magical State. Nature, Money, and Modernity in Venezuela*, Chicago, The University of Chicago Press, 1997.

(4) Depuis 2000, le Venezuela livre à Cuba entre 50 000 et 100 000 barils de pétrole par jour (b/j).

(5) Depuis 2007, le gouvernement de la République Démocratique de Chine a prêté 36 milliards de dollars au Venezuela dont une partie est remboursable en pétrole à travers la livraison de 270 000 b/j.

Le 11 avril 2002 eut lieu un coup d'Etat manqué contre le président Chavez. S'ensuivit un bras de fer entre l'opposition qui contrôlait le secteur commercial et les entreprises privées, la compagnie PDVSA et le gouvernement. Après une grève générale illimitée (*paro general petrolero indefinido*) qui dura exactement deux mois (du 2 décembre 2002 au 2 février 2003) l'exécutif reprit le contrôle de la compagnie en renouvelant l'intégralité des cadres de PDVSA. Cette reprise en main ne se fit pas sans violence. Elle entraîna des mesures drastiques dans tous les domaines où les cadres ne bénéficiaient d'aucune marge de négociation en ne laissant à ces derniers qu'une seule option: « Accepter ou partir ». Ainsi le 26 décembre 2002, lors de son émission télévisée dominicale, *Alô Presidente*, le chef de l'Etat Vénézuélien destitua le conseil d'administration de PDVSA et licencia quatre-vingt-dix de ses cadres, ainsi que 18 756 de ses ouvriers qualifiés.

LA COULEUR DE LA FUMEE DES TORCHERES

La catastrophe de la raffinerie d'Amuay le 25 août 2012, la deuxième raffinerie au monde, est devenue le symbole de la défaillance de l'industrie pétrolière vénézuélienne. Le gouvernement attribua l'accident à des actes de sabotage. Or, avant le mois d'août 2012, plusieurs accidents étaient survenus sur les installations de PDVSA. En février 2012, un important déversement de pétrole eut lieu dans la rivière Guarapiche dans l'état de Monagas au sud-est du pays, laissant la ville de Maturin sans eau potable pendant des mois. Et depuis l'explosion d'Amuay, les déversements sur la côte de Falcon se sont succédé de manière régulière. Les matériaux analysés signalent de graves problèmes d'entretien technique, d'attribution irrégulière des contrats de maintenance et d'une faiblesse dans la formation du personnel.

Comment se nouent, dans les discours et les pratiques des habitants d'une « ville-pétrole », les transformations de l'Etat – en l'occurrence d'un de ses piliers, l'industrie pétrolière – et l'expression politique de l'incertitude ? L'enquête de terrain que j'ai menée s'est déroulée pendant l'été 2015 dans la ville de Punto Fijo, bâtie aux abords d'une raffinerie, et dans celle de Coro, dans l'état de Falcon. Elle a été organisée autour de trois axes.

Le premier axe porte sur les controverses ayant trait à l'origine technique de l'explosion ayant causé la catastrophe. Les entretiens montrent la manière dont l'adhésion à l'une ou à l'autre version – « sabotage organisé par l'opposition » ou « négligence dans les travaux de maintenance » – implique un positionnement politique de la population dans un contexte dominé par la violence politique. Des entretiens ont été conduits auprès d'experts, de témoins et de directeurs d'usines situées aux alentours de la zone sinistrée afin de reconstituer la controverse sur

les causes et les conséquences de l'accident. Or, au Venezuela, l'analyse de ce type de sujets est marquée par la perspective dominante qui est d'appeler chacun à prendre parti et de choisir un camp. L'enquête s'avère vite un terrain miné. Les discours médiatiques officiels concernant le pétrole sont imprégnés de théories du complot. Le travail actuel consiste à comprendre le point de vue et les arguments de la direction de PDVSA et de les inscrire dans l'étude des enjeux relevant de l'avenir même du projet politique de Chavez.

Le deuxième axe aborde la question même de l'urgence lors de l'explosion, en reconstituant les parcours des sinistrés, blessés et grands brûlés. Le site privilégié pour mener à bien cette partie de l'enquête fut l'hôpital de la ville de Punto Fijo alors que la gestion de la crise fut complètement censurée par le gouvernement de Chavez, les journalistes ayant interdiction de s'approcher des lieux et d'interviewer les praticiens urgentistes à l'hôpital. La zone sinistrée par l'onde expansive et l'incendie ainsi que la morgue de l'hôpital ont été placées sous une « quarantaine médiatique ». Les données obtenues sont donc extrêmement sensibles car les personnes interviewées craignent des représailles.

Le troisième axe relève de la vie quotidienne des habitants de Punto Fijo et de leur relation avec la raffinerie dont dépend largement leur vie économique : les habitants sont soit des employés directs ou indirects, soit des fournisseurs. Or la présence de la raffinerie et de ses installations est de plus en plus menaçante: défaillance des systèmes d'alarme et d'évacuation du périmètre de sécurité, succession d'« événements » depuis l'accident de 2012 et aucune explication de la part des sources officielles quant aux causes (et conséquences) de ces faits récurrents.

Les séances d'observation participante dans ces quartiers fournissent des données très riches sur l'expérience de vie dans une zone à risque où les autorités gardent le silence sur l'état des installations et où circulent des opinions anxiogènes sur ce qui se passe à l'intérieur de la raffinerie. Les habitants de Punto Fijo observent attentivement la couleur de la fumée des torchères. Une grande fumée noire est le signal d'un dysfonctionnement. Le climat devient vite anxiogène lorsqu'il y a des bruits ou des odeurs inhabituelles. La raffinerie fait figure d'élément mystérieux et menaçant et son fonctionnement, d'aléa climatique imprévisible. Les bruits, les odeurs, les mouvements inhabituels des machines et du personnel génèrent des rumeurs et sont interprétés et réinterprétés dans le quotidien comme les signes avant-coureurs d'une catastrophe.

Les épreuves vécues par les habitants de ces quartiers et par les personnes victimes de l'explosion en disent plus long sur les limites du modèle politique instauré par Chavez que les diatribes polarisées. L'expérience et les arguments de ces familles qui n'ont reçu aucune indemnisation ni relocalisation de la part de PDVSA, ou qui n'en acceptent pas et refusent de quitter ces zones à haut risque, méritent ainsi d'être analysés pour comprendre comment la raffinerie d'Amuay peut être à la fois une source de vie et de mort.